

## Quelques défis pour les Universités européennes

L'Université est traditionnellement le lieu par excellence de la production et de la diffusion des connaissances. Elle n'en a jamais eu le monopole absolu, et aujourd'hui, nous savons tous l'importance que revêtent les différents outils de la société de l'information dans connaissance et la vie intellectuelle, bien au-delà de l'Université. Celle-ci n'en demeure pas moins le cœur du savoir, qu'il s'agisse de le produire, par la recherche, ou de le transmettre, par l'enseignement.

Mais nous ne pouvons pas parler de l'Université de façon intemporelle, a-historique, comme si elle relevait d'une essence éternelle, comme si elle était à l'écart des grandes transformations du monde, et des sociétés où elle est implantée. Et si nous sommes appelés à réfléchir à son présent et à son avenir, c'est bien parce qu'elle est impliquée, elle aussi, dans les grands débats sur le présent et l'avenir du monde, en général.

Ces débats trouvent un éclairage utile dans les sciences sociales. Celles-ci, aujourd'hui, sont dans une phase de profonde transformation, de mutation –j'utilise ce terme pour prendre toute la distance qui convient avec l'idée d'une crise. Et dans cette mutation, elles insistent, avec bien sûr d'infinies variations, sur quelques points décisifs qui me serviront d'appui pour vous proposer quelques idées relatives à l'Université et pour réfléchir à ce que l'expérience européenne peut avoir d'unique.

1. Premier point : nous ne pouvons plus accepter de réduire la modernité à l'image, héritée des Lumières, du combat de la raison et du droit contre les passions ou les traditions. Les valeurs universelles, lorsqu'elles deviennent un universalisme abstrait, hostile à tout ce qui leur résiste ou leur échappe, débouchent sur l'intolérance, la violence, certaines formes de racisme. Et si nous devons combattre avec énergie les communautarismes, les intégrismes et autres logiques de fermeture des groupes humains sur eux-mêmes, quels qu'ils soient, nous devons apprendre à concevoir la modernité non pas comme la lutte des valeurs universelles contre les particularismes culturels ou religieux, mais bien au contraire comme l'effort, toujours difficile, pour concilier les unes et les autres. Dans le monde entier, aujourd'hui, nous voyons se développer des identités culturelles nouvelles, ou renouvelées, nous voyons le fait religieux se déployer, y compris là où de bons esprits nous annonçaient, il y a trente ou quarante ans, le « désenchantement du monde », la sécularisation généralisée des esprits, la fin du croire. Ces phénomènes ne sont pas le contraire de la modernité, ou la régression vers le passé, et quel que soit le jugement que l'on porte sur chacun d'eux, il faut admettre qu'ils sont au contraire au cœur de la modernité, qu'il faut définir comme la tension entre les logiques de l'universalisme, et les logiques du particularisme.

Si ce constat est acceptable, il a de fortes implications dans notre réflexion sur l'Université. Il en fait, en effet, un lieu qui tient compte, dans son fonctionnement, de cette tension, qui l'exprime, qui la vit, et qui la pense. Ce qui veut dire, en particulier, que la séparation complète du savoir purement scientifique ou technique, et des autres domaines du savoir, est inacceptable, que l'Université doit s'ouvrir chaque jour davantage à la pluri ou la multidisciplinarité, entre disciplines relevant plutôt de la science « dure » et disciplines relevant d'autres champs, qu'on doit y réfléchir aux frontières et aux rencontres entre disciplines, inventer en permanence des débats, des échanges, des réflexions partagées. Ce qui veut dire aussi que l'Université doit être perméable aux demandes qui proviennent de particularismes pour trouver place en son sein, et qu'en contrepartie, ces particularismes doivent reconnaître la légitimité des valeurs universelles –on constate d'ailleurs que se sont

## Quelques défis pour les Universités européennes

multipliées dans les Universités les ouvertures de départements consacrés par exemple à l'étude de telle ou telle culture, de tel ou tel groupe.

2. La globalisation. Nous apprenons chaque jour davantage à penser « global ». Cela signifie non pas que nous devons accepter le triomphe du capitalisme financier et des logiques sans frontières de circulation de l'argent –c'est-à-dire la globalisation économique réduite à son modèle néo-libéral- mais que nous devons penser les grands problèmes du monde contemporain en tenant compte, systématiquement, des dimensions planétaires et des dimensions locales qui les caractérisent, de façon souvent inextricable ou indémêlable. Nous ne pouvons plus penser dans les catégories « westphaliennes », comme disent les politologues en référence au Traité de Westphalie (1648) qui a commencé à organiser l'Europe autour du concept d'Etat-nation, nous devons sortir, pour parler comme le sociologue allemand Ulrich Beck, du nationalisme méthodologique qui veut que nous analysons les problèmes actuels dans le cadre de l'Etat-nation, et dans son prolongement, les relations dites « internationales ». La globalisation de la production et de la diffusion du savoir, dans cette perspective, est une combinaison, sous des formes multiples, de logiques planétaires et de logiques locales, inscrites dans le cadre de l'Etat-nation. Les Universités les mieux adaptées à cette situation ne sont pas celles qui s'identifieraient seulement à des logiques mondiales ou planétaires, sans avoir d'ancrage dans des réalités nationales ou régionales ; elles sont encore moins celles qui se fermeraient à ces logiques, au risque de se couper du monde et de s'enfermer dans la spirale du provincialisme ou du nationalisme. Les mieux adaptées sont plutôt celles qui sont capables d'être très ouvertes au monde, tout en témoignant d'un enracinement profond dans une histoire, une culture, une société nationale ou régionale –je pense bien sûr à l'Europe. Ce sont aussi celles en effet, qui, je parle ici en européen convaincu, savent, tout à la fois, profiter de la construction européenne tout en y apportant leur contribution, encourager la circulation des enseignants-chercheurs et des étudiants, répondre à des appels d'offre émanant de Bruxelles, etc.

Une implication importante de la globalisation, telle que nous l'avons définie, au carrefour de logiques internes et de logiques planétaires, est qu'elle crée ou renforce la compétition entre Universités à l'échelle mondiale, et que cette compétition devient un enjeu non seulement pour chaque université, mais aussi pour les Etats-nations. C'est ainsi que la publication de classements mondiaux des Universités, dont le plus célèbre est celui dit de Shangai, a un impact considérable : les étudiants choisissent l'Université de leurs études, quand ils le peuvent, en fonction de critères parmi lesquels ce classement intervient ; les responsables des Universités s'efforcent d'avoir une politique qui améliore leur rang dans ces classements, et, dans certains cas, les responsables politiques au niveau gouvernemental et parlementaire élaborent eux aussi des politiques publiques destinées à en tenir compte. En France par exemple, rien n'a autant suscité comme projets de transformation, et par exemple de regroupements d'Universités existantes, que le constat d'un très mauvais classement de nos universités –la publication du classement dit de Shangai a été dans mon pays un véritable choc.

Une autre implication de la globalisation est que les études universitaires deviennent un marché planétaire, ce qui peut peser, en bien comme en mal, sur les politiques d'Universités soucieuses d'attirer des étudiants étrangers, y compris pour des raisons économiques. Le rayonnement est alors un mélange complexe de prestige, de marketing bien conduit, de propositions étudiées en fonction du marché étranger visé, de politiques de sélection, etc.

## Quelques défis pour les Universités européennes

La compétitivité est devenue un enjeu important, pour les Etats, pour les Universités, et, lorsqu'ils existent, pour les ensembles régionaux, à commencer par celui que l'Europe constitue. Ce qui débouche sur un problème important : l'exigence de compétitivité ne risque-t-elle pas d'affaiblir les dimensions humanistes de l'Université, au profit de la seule efficacité et d'une excellence réduite à des indicateurs quantifiables et à la prospérité ou la réussite économique, au détriment de certains domaines du savoir peu ou non « rentables », et sans que la justice sociale soit prise en compte ? Ne risque-t-elle pas d'encourager la marchandisation des formations universitaires ? Il y a là une tension, entre la nécessité de déployer la recherche et la formation en fonction d'un souci d'efficacité, de productivité, de créativité, en tenant compte des attentes formidables qui existent de la part le monde dans tous les domaines, et la nécessité de laisser à la recherche et à la formation leur part de gratuité, de liberté absolue, y compris par rapport aux forces de l'argent.

3. Des questions sociales. L'Université, aujourd'hui, constitue un immense espace social. Un pourcentage considérable de la population des Etats modernes y travaille ou y étudie. Je dirais ici, simplement, quelques mots à propos des étudiants. D'une part, la condition étudiante, aujourd'hui, est souvent difficile. Les étudiants, de plus en plus nombreux, doivent souvent travailler pour financer leurs études, ils ont des difficultés à se loger, bref, il y a, de façon variable d'un pays à l'autre, une question sociale étudiante qui ne doit pas être sous-estimée – sans parler de la question des débouchés professionnels. Et d'autre part, les étudiants sont toujours susceptibles de devenir des acteurs, de se mobiliser. J'appartiens à une génération qui a connu une forte mobilisation politique des étudiants, avec des dimensions de contestation mettant en cause l'Université, des dimensions syndicales si l'on veut, pouvant porter sur les conditions d'existence des étudiants, l'organisation des enseignements, et avec des dimensions plus générales, politiques si l'on veut, de soutien à des mouvements de libération nationale, d'opposition à la guerre du Vietnam, de critique générale du capitalisme, etc. La mobilisation étudiante a pu, dans certains contextes, porter une critique culturelle, ce fut le cas souvent en 1968, elle s'est parfois aussi prolongée par des dérives violentes, voire terroristes. Comme Gilles Képel l'avait montré dans son livre sur les assassins de Sadate, l'islamisme radical en Egypte, par exemple, a trouvé un terreau dans l'Université du Caire des années 70; et puisque nous sommes à Rome, comment ne pas évoquer les années de plomb, et le rôle important de l'Université italienne dans la naissance (et pas seulement à Trento), puis l'essor de la lutte armée et du terrorisme d'extrême gauche italien ? Aujourd'hui, les étudiants semblent moins politisés qu'hier, et notre jugement sur les mobilisations du passé doit être nuancé, puisqu'elles ont pu porter le meilleur et le pire. Mais nous devons savoir que l'Université n'est pas un espace mou, auquel peuvent être appliqués des mots d'ordre et des politiques venues du dehors : l'Université est faite d'acteurs –j'aurais pu aussi évoquer les enseignants-chercheurs- qui ne sont pas nécessairement passifs ou réduits à des conduites réactives ou défensives. Prétendre réfléchir au présent et à l'avenir de l'Université implique nécessairement de prendre en considération ces acteurs, actuels ou potentiels.

## 4. La justice sociale et la reconnaissance

Les remarques qui précèdent me conduisent très directement à une question capitale : est-il possible de maintenir un haut niveau d'exigence universitaire tout en faisant de l'Université un lieu conforme à un idéal de justice sociale et de reconnaissance des droits culturels ? D'articuler l'excellence et l'égalité sociale ? La question peut renvoyer au mode de financement de l'Université –privé ?public ?-, aux systèmes d'aides aux étudiants, aux bourses. On peut ici opposer par exemple le modèle dans lequel les étudiants payent pour leurs études, quitte à ce que des bourses permettent aux plus démunis d'accéder à

## Quelques défis pour les Universités européennes

l'Université, et les systèmes publics où les étudiants ne payent pratiquement pas de droits. Mais le débat le plus passionné –sinon le plus important- se joue ailleurs : faut-il mettre en place d'une part des politiques dites d'Affirmative Action (discrimination positive), et d'autre part des politiques de reconnaissance culturelle dans les Universités –ce sont là deux questions qui peuvent être analytiquement distinguées?

L'Affirmative Action consiste à permettre de façon volontariste aux membres de groupes structurellement défavorisés d'accéder à l'Université en nombre significatif par rapport à leur place dans la société toute entière. Cette politique, dont les Etats-Unis ont été le théâtre à partir de la fin des années 60, ne repose pas nécessairement sur des quotas. Elle n'est pas une politique de reconnaissance ethnique ou culturelle, puisqu'elle ne fait rien de l'identité ethnique ou culturelle des bénéficiaires, c'est une politique proprement sociale. Je n'entrerai pas ici dans le débat que ces politiques suscitent, je noterai seulement qu'elles sont sur le recul aux Etats-Unis, ce qui se traduit par un recul du nombre des étudiants noirs dans les Universités où elles étaient pratiquées dans les années 70 à 90 ; je note aussi qu'elles sont perçues d'ordinaire comme plutôt de gauche, politiquement, mais qu'elles peuvent aussi avoir leurs versions de droite –la France est un pays, par exemple, où c'est la droite et plus précisément l'actuel président, Nicolas Sarkozy, qui prône ce type de politique.

Ces politiques ne doivent pas être confondues avec les politiques de reconnaissance culturelle. Par exemple, l'existence d'un département d'African American Studies dans une Université américaine est une reconnaissance de l'existence d'une culture, d'une histoire, de formes artistiques, littéraires propres aux Noirs américains descendants de l'esclavage, ce qui ne doit pas être confondu avec l'existence dans la même université d'une politique d'Affirmative Action, destinée simplement à permettre à des Noirs d'accéder à des études ou d'être enseignant –peu importe ici quelle discipline.

5. Le sujet étudiant. Mais envisageons, à propos des étudiants, une autre dimension sur laquelle insistent en permanence les sciences sociales contemporaines : la poussée de l'individualisme dans ses deux dimensions principales. L'une fait de l'individu une personne désireuse de participer, comme tel, à la vie moderne, d'accéder à l'argent, à la santé, au logement, à l'emploi et, puisqu'il s'agit d'étudiants, à l'éducation supérieure. L'Université, dans cette première perspective, ne peut ignorer les attentes d'individus qui attendent d'elle un certain profit, la capacité accrue de bien gagner ensuite leur vie, un diplôme améliorant leur position sur le marché du travail par exemple. On le constate là où l'Université est payante, les étudiants veulent en « avoir pour leur argent », ils attendent des enseignants qu'ils les reçoivent, les aident, les fassent travailler, ils sont très exigeants avec eux –plus que là où les études sont gratuites. Et, deuxième dimension de l'individualisme moderne, chacun veut de plus en plus nettement être Sujet, être maître de son expérience, produire ses propres choix comme personne singulière, décider le plus possible de son existence, ce qui implique aussi d'être respecté, reconnu, traité d'une manière digne, pouvoir avoir l'estime de soi qu'apporte l'estime d'autrui. Dans cette deuxième perspective, l'Université est appelée à se transformer culturellement, à mettre en œuvre des rapports entre enseignants, autres catégories de personnel et étudiants qui s'éloignent de formules trop autoritaires, à créer des dynamiques internes dans lesquelles chacun se sente, tout à la fois, davantage respecté, et davantage impliqué. Une Université de pointe respecte ses étudiants, tout en faisant preuve d'une grande rationalité administrative, organisationnelle et financière et en apportant à ses enseignants-chercheurs des bonnes conditions pour exercer leurs activités, elle articule la raison et la reconnaissance dans son mode de fonctionnement.

## Quelques défis pour les Universités européennes

6. Université et démocratie. Enfin, les sciences sociales débattent aujourd'hui beaucoup de la démocratie, de ses diverses formes, et des modalités de sa rénovation. Elles distinguent par exemple la démocratie représentative de la démocratie participative et de la démocratie délibérative. De telles préoccupations concernent au premier chef l'Université. Celle-ci, en effet, ne peut pas seulement fonctionner en fonction de ce que lui dicte l'Etat, du dehors et par le haut, et de ce que décident ses responsables en fonction de leur degrés d'autonomie. Elle doit aussi se préoccuper des attentes de la société, et se poser la question de la démocratisation de l'accès au savoir et, en amont, à la définition des enjeux de sa production. Nombreuses sont les Universités ( ou les acteurs en leur sein, syndicalistes par exemple) qui se préoccupent aussi d'éducation populaire, ou qui tentent de mettre en place des dispositifs permettant de tisser des liens entre la science et la société, entre la production des connaissances et les attentes du public, sous formes de conférences citoyennes par exemple, en s'ouvrant à des débats, en créant des filières tenant compte de demandes sociales et culturelles nouvelles, etc.

Les Universités sont désormais prises dans la globalisation, en même temps qu'elles sont le lieu qui incarne le plus l'espoir d'un meilleur futur pour les jeunes générations, et pour les pays où elles sont implantées. Elles trouvent aujourd'hui leur plus grand dynamisme dans les pays qui jouent pour elles plus la carte de la compétition que celle de la justice sociale, elle-même trop souvent pensée dans des catégories paralysantes. L'Europe à partir du début du deuxième millénaire de notre siècle, à Bologne, à Paris, à Oxford, etc., a inventé les Universités, et leur a donné dès ce passé le tour humaniste qui les a dans l'ensemble toujours caractérisées, plus certainement qu'ailleurs. Elle a aujourd'hui une carte fantastique à jouer, en promouvant des formules d'enseignement supérieur et de recherche qui maintienne cet esprit humaniste tout en l'articulant à des exigences d'excellence et d'efficacité, en se souciant de justice sociale en même temps que de compétitivité, en reconnaissant l'importance de la subjectivité des acteurs tout en se préoccupant constamment de raison, ou en se posant la question du lien entre son fonctionnement et la démocratie. L'Europe est certainement la région du monde qui dispose des meilleurs atouts historiques, institutionnels, culturels, économiques, pour incarner l'Université humaniste de demain, et pas seulement celle du Moyen-Age et de la Renaissance.